



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

50 ANS APRÈS LA GRÈVE GÉNÉRALE DE MAI-JUIN 68

QUE 2018 SOIT L'ANNÉE DE LA RIPOSTE DE LA JEUNESSE ET DU MONDE DUTRAVAIL

BULLETIN NPA

9 JANVIER 2018

Pour ses vœux de fin d'année, Macron a confirmé ce que tout le monde savait déjà : « *Je me suis attaché à faire ce à quoi je m'étais engagé durant la campagne présidentielle* » !

Il voulait "réformer" au pas de charge, au moyen des ordonnances. C'est clair, il a tenu sa promesse. Au point que Gattaz, président des patrons, a cru bon de déclarer : « *Macron a fait les quelques réformes que nous attendions depuis des années* ». Et pour qu'on soit prévenus, il a réaffirmé sa volonté de poursuivre « *avec la même force, le même rythme et la même volonté* » en 2018.

Faciliter les licenciements

Les ordonnances à peine ratifiées et les décrets parus, les employeurs s'en emparent déjà contre les salariés, avec la mise en œuvre des "ruptures conventionnelles collectives". Sous couvert de "volontariat", cette nouvelle arme des patrons va leur permettre de supprimer des milliers d'emplois sans avoir à justifier d'un "motif économique", à élaborer un "plan social", ni à proposer des reclassements.

Ce dispositif nous avait été vendu par le gouvernement comme devant "faciliter" la vie des patrons des très petites entreprises, pour leur permettre soi-disant d'embaucher, de créer des emplois.

En fait, ce sont d'abord les grandes entreprises du CAC 40 qui vont en faire leurs choux gras, comme Pimkie – partie du groupe Mulliez, une des plus grosses fortunes de France, ou PSA, qui dépassera 2 milliards de bénéfices en 2017 et qui depuis des années, au travers des plans de départs « volontaires », a déjà liquidé près de 3 000 emplois par an.

S'en prendre aux chômeurs

Dans le même temps, le gouvernement prépare une réforme de l'assurance chômage pour soumettre les demandeurs d'emplois à plus de contrôles et les contraindre à accepter n'importe quel emploi. Une façon d'exercer une pression supplémentaire à la baisse sur tous les salaires, y compris pour ceux et celles qui ont encore un emploi.

Haro sur les plus pauvres !

Les plus vulnérables ne sont pas épargnés, non plus, par le gouvernement. Plus personne à la rue avant la fin 2017, avait promis Macron, en juillet. Une promesse sans lendemain, comme l'ont rappelé les associations à la fin de l'année.

Pourtant, le ministre Castaner n'a pas hésité à rendre les SDF responsables du fait qu'ils restent à la rue, car « *ils refuseraient d'être hébergés* ». « *Ça suffit, maintenant* », lui a répondu la fondation Abbé Pierre.

Les migrants sont aussi une cible du gouvernement. Au harcèlement policier permanent et aux procès contre ceux qui leur viennent en aide se rajoute un projet de loi en préparation durcissant encore les conditions d'accès au droit d'asile et multipliant les possibilités d'expulsion.

Préparer la riposte du monde du travail

Malgré l'échec des mobilisations contre la loi travail ou les ordonnances, dans de nombreux secteurs, la combativité des travailleurs a permis de faire reculer les employeurs. C'est le cas dans le nettoyage, où après plusieurs semaines de grève, les travailleurs d'Onet ont gagné sur leurs revendications. C'est aussi le cas dans la restauration, l'hôtellerie, et même dans les activités ubérisées comme Deliveroo. C'est encore le cas dans les hôpitaux comme à Bordeaux, Toulouse ou en région parisienne.

Il y a cinquante ans, en mai-juin 1968, la grève générale qui avait paralysé la France pendant un mois, entraînant 7 à 8 millions de grévistes, fit lâcher à De Gaulle une augmentation du SMIC de 35%. En 1936, c'est la grève générale qui imposa la semaine de cinq jours, les congés payés et les conventions collectives à un patronat tremblant devant les occupations d'usines.

Oui, c'est bien ce chemin qu'il nous faut nous préparer à prendre en 2018.



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur

Et maintenant sur Facebook

